REPUBLIQUE POPULAIRE DU BENIN

---+---+---+---+---
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE
---+---+---+---+---

DECRET N° 81-259 du 26 Août 1981

portant nomination des Membres de la
Commission ad'hoc chargée de connaître
des faits reprochés aux Camarades

- HOUESSOU Fernand

- AZANMAVO Damien

et consorts.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,
CHEF DE L'ETAT, PRESIDENT DU
CONSEIL EXECUTIF NATIONAL,

VU l'ordonnance N° 77-32 du 9 septembre 1977 portant promulgation
de la Loi Fondamentale de la République Populaire du Bénin ;

VU le décret N° 80-39 du 12 février 1980 portant composition du
Conseil Exécutif National et de son Comité Permanent ;

VU l'ordonnance N° 79-17 du 20 avril 1979 édictant les dispositions
en vue de la répression disciplinaire des détournements et faits
assimilés commis par les Agents de l'Etat et les Employés des
Entreprises Publiques ;

SUR décision du Comité Permanent du Conseil Exécutif National en
sa séance du 3 Octobre 1980.

DECRETÉ :

Article 1er. - En application des dispositions de l'ordonnance
N° 79-17 du 20 avril 1979 susvisée, il est créé une Commission
ad'hoc de répression disciplinaire chargée de connaître des faits
reprochés aux camarades

- HOUESSOU Fernand

- AZANMAVO Damien

- AZANMAVO Cosme et Consorts, tous en service à la

SONAPECH

Article 2. - La composition de la Commission est la suivante :

Président : Camarade LOKOSSOU André
du Ministère de la Justice Populaire,

Membres : Camarades : - BIDOUZO Barnabé
de l'Inspection Générale d'Etat, Section
Financière,

- OUENDO David
de l'Inspection Générale d'Etat, Section Administrative,
- ELIAS Jean Baptiste
du Ministère du Travail et des Affaires Sociales,
- DAH - LANDE Michel
du Ministère des Finances,
- Capitaine MOUSSA Soulé
des Forces Armées Populaires du Bénin
- Lieutenant DEGAN, Biscotin
des Forces Armées Populaires du Bénin,
- ZENONTIN Célestin
du Ministère des Fermes d'Etat, de l'Elevage et de la Pêche.

Article 3. - La Commission qui déposera son rapport dans les quinze (15) jours qui suivront sa saisine indiquera la date d'effet des mesures qu'elle aura préconisées.

Article 4. - Le présent décret sera publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à COTONOU, le 26 Août 1981

par le Président de la République,
Chef de l'Etat, Président du Conseil
Exécutif National,

Mathieu KEREKOU

Ampliations : PR 8 CC du PRPB 4 SGG 4 Président et Membres 10.-